**FACT-ALBERTA ET LE MENTAL HEALTH SERVICES PROTECTION ACT**

MOT DU PRÉSIDENT

Félicitations au comité directeur de la FACT-Alberta (Federation of Associations of Counselling Therapists) qui a fait l’annonce le 27 novembre 2018 de la Mental Health Services Protection Act. La loi a franchi l’étape de la première lecture à l’Assemblée législative de l'Alberta. Le projet de loi 30 est un projet de loi omnibus sur la santé qui renferme des dispositions législatives concernant la délivrance de permis à des centres pour personnes toxicomanes et la création du College of Counselling Therapy in Alberta. Ce nouvel ordre professionnel réglementera les thérapeutes en counseling, les thérapeutes en toxicomanie et les conseillers auprès des enfants et des jeunes. Il s’agit d’une étape importante en vue d’améliorer la protection du public et de simplifier l’accès aux services en santé mentale.

La présidente du comité est Nicole Imgrund, membre de l’ACCP. Félicitations aussi à Kathy Offet-Gartner, membre du Conseil de l’ACCP pour l’Alberta et les Territoires du Nord-Ouest, Blythe Sheppard, présidente émérite de l’ACCP ainsi que de nombreux membres de l’ACCP et d’autres associations professionnelles pour leur travail et leur engagement à réglementer la profession dans la province.

**DEVENIR LA 5ÈME PROVINCE**

Une fois le projet de loi adopté, l’Alberta deviendra la cinquième province canadienne à réglementer la profession du counseling thérapeutique. Aussi récemment que l’année dernière, le 1er juin 2017, le Collège des conseillers et conseillères thérapeutes du Nouveau-Brunswick était créé. L’Alberta se joindra au Québec, à la Nouvelle-Écosse, à l’Ontario et au Nouveau-Brunswick, qui sont les provinces où les professions du counseling et de la psychothérapie sont réglementées. Cela signifie qu’il est possible d’adresser des pétitions au ministère fédéral des Finances pour que les services de counseling soient exemptés de la TPS/TVH. L’ACCP prend actuellement les mesures nécessaires pour enclencher ce processus.

L’ACCP a joué un rôle de premier plan dans les efforts menés en faveur d’une réglementation légale de notre profession à la grandeur du pays. Nos membres siègent dans les comités directeurs provinciaux, nous apportons un soutien financier par l’entremise de notre Fonds d’aide à la législation et notre directrice générale, Barbara MacCallum, a consacré des heures innombrables et mis à contribution son leadership, ses connaissances et son expérience pour appuyer le travail de ces comités. Je suis fier de dire que l’ACCP est un acteur important dans le dossier de la réglementation dans toutes les provinces canadiennes. Voici une liste des comités actuels de la FACT et de leurs présidents :

**Alberta – Nicole Imgrund**

**Manitoba – Don Russell
Colombie-Britannique – Glen Grigg
Terre-Neuve-et-Labrador – Tracy Duffy
Saskatchewan - En Saskatchewan, le FACT-SK et le comité directeur sont forts et actifs.

CONGRÈS 2019 DE L’ACCP**

Je tiens à souligner que chaque année à notre congrès national est organisée une séance sur la réglementation au pays. Et, à propos du congrès annuel, j’en profite pour vous préciser que le Congrès ACCP/IAC 2019 aura lieu du 13 au 16 mai 2019 à l’Hôtel Delta Beauséjour à Moncton, au Nouveau-Brunswick. Nous nous associerons avec l’[*International Association for Counselling (IAC)*](https://www.iac-irtac.org/) pour vous apporter une perspective internationale!

Parmi les conférenciers invités cette année, Stel Raven parlera de l’ouverture à la diversité sexuelle et la décolonisation du travail sur les traumatismes : une voie vers le bien-être bispirituel; Réginald Savard abordera l’alliance de travail et les ruptures d’alliance en counseling et en psychothérapie; la Dre Andrea Burry discutera de tout ce qu’il faut savoir sur le cannabis; Mark Henick discutera d’un campus sain en matière de santé mentale et Nora Spinkson donnera une présentation sur les familles au Canada : les faits, leur signification et les perspectives.

Notre congrès offre aux participants la possibilité d’un perfectionnement professionnel en fonction de leurs besoins. C’est l’occasion pour les participants de réseauter et de mettre en commun l’information et les bonnes pratiques. Les délégués auront la chance de se renseigner sur les plus récentes recherches, d’acquérir des outils pratiques, d’assister aux réunions des sections et de se divertir avec des professionnels qui partagent leurs intérêts.

Vous trouverez dans notre site Web de l’ACCP des ressources pour rendre votre séjour à Moncton agréable. [En un seul clic](https://www.ccpa-accp.ca/fr/perfectionnement-professionel/annual-conference/), vous en apprendrez davantage sur les rabais voyage, l’hébergement, les activités sociales et découvrirez où manger et comment devenir bénévole.

Je vous souhaite un très bel hiver!

John Driscoll
Le president de l’ACCP

**AVEZ-VOUS ENTENDU PARLER DES INITIATIVES UNIQUES DE L’ACCP EN SUPERVISION CLINIQUE?**

MOT DE LA PRÉSIDENTE-ÉLUE

Tandis que j’écris cet article, je ne peux m’empêcher de me laisser distraire par la beauté du paysage hivernal que j’aperçois à travers ma fenêtre. Je suis reconnaissante de cette « journée de tempête » et j’en profite pour faire du rattrapage dans mes tâches de bureau. Quand je fais le bilan, l’automne a été une période féconde, remplie de projets créatifs, de collaborations et d’apprentissages. Un thème majeur de la saison a été pour moi la supervision clinique et dans ce bulletin, je décrirai quelques-unes des mesures mises de l’avant par notre association à ce sujet.

**SYMPOSIUM NATIONAL SUR LA SUPERVISION CLINIQUE**

Les 13et 14 novembre dernier, l’ACCP a tenu son premier *Symposium national sur la supervision clinique*, coprésidé par Beth Robinson, Ph. D., et Blythe Shepard, Ph. D., avec le concours des membres du Comité sur l'avancement de la supervision clinique et l’équipe remarquablement efficace de notre bureau national. Cette rencontre professionnelle, à laquelle assistaient des participants des quatre coins du pays, a été intéressante et inspirante. Nous avons noté la présence, entre autres, de représentants d’ordres de réglementation, d’associations provinciales, de collèges et d’universités, d’agences et de centres communautaires, du Conseil d'accréditation des programmes de formation des conseillers ainsi que de praticiens exerçant dans divers contextes. Mmes Robinson et Shepard ont passé en revue les initiatives de supervision de l’ACCP telles que la création du titre de CCC-S; le cours de supervision clinique parrainé par l’ACCP (offert par l’entremise de l’Université de Lethbridge); nos ressources de supervision clinique – recueils, manuels autodidactiques, webinaires et articles; les ateliers de niveaux élémentaire, intermédiaire et avancé; et le projet de cadre national de compétences en supervision clinique.

Le symposium comprenait des tables rondes stimulantes sur des sujets tels que l’utilisation de la technologie en supervision; l’élaboration de politiques et de pratiques de supervision au sein des organisations; le perfectionnement professionnel des superviseurs cliniques; et la supervision clinique dans les régions rurales, éloignées et nordiques. J’ai particulièrement aimé participer aux conversations de cafés qui encourageaient la pensée créative et critique sur des sujets comme la recherche, l’éthique, la réglementation et le projet de cadre national. Le symposium a été une expérience d’apprentissage enrichissante et a offert un espace unique pour établir de nouveaux réseaux et collaborations à la grandeur du pays.

**COURS DE SUPERVISION COMMANDITÉ PAR L’ACCP**

Tandis que la cohorte actuelle approche de la fin du cycle supérieur, une autre a commencé en janvier 2019 avec Mme Blythe Shepard. En 2018, ce cours a été offert deux fois en raison de la forte demande pour le cours et d’une liste d’attente.

Les superviseurs cliniques continuent à nous rapporter qu’ils connaissent une croissance exponentielle après avoir suivi ce cours, et il est toujours inspirant de constater les retombées de leur apprentissage sur leur pratique. Cette formation comble une lacune puisque la majorité des cours de supervision clinique sont offerts dans le cadre des programmes de doctorat.

Après avoir suivi ce cours, les étudiants songent souvent à soumettre leur candidature pour obtenir le titre de CCC-S. Ce titre a été créé par l’ACCP pour établir un titre de compétence reconnu qui garantisse la compétence en supervision professionnelle; promouvoir la crédibilité professionnelle des superviseurs cliniciens; assurer au public, aux employeurs, aux ordres professionnels et aux praticiens une norme minimale de compétence chez les superviseurs cliniciens; promouvoir la prestation de services de supervision clinique compétents et professionnels; et promouvoir le perfectionnement professionnel continu chez les superviseurs cliniciens. Pour en apprendre davantage sur le titre de CCC-S et sur la façon de soumettre sa candidature ou la marche à suivre en vue d’obtenir ce titre unique, veuillez [consulter cette page.](https://www.ccpa-accp.ca/fr/adhesion/certification-de-superviseure/)

D’ici notre prochain rendez-vous, je vous souhaite une très belle nouvelle année 2019 remplie de santé, de bonheur, d’amour, de prospérité, d’apprentissages et de croissance.

Merci Beaucoup, With Gratitude, Wela’lin, Woliwon!



Jenny L. Rowett,
Candidate au doctorat, CTA, CCC-S
Présidente-Élue de l’ACCP

**AIDE-MÉMOIRE SUR LA DÉONTOLOGIE, LES QUESTIONS D’ORDRE JURIDIQUE ET LES NORMES POUR LES CONSEILLERS ET LES PSYCHOTHÉRAPEUTES : LES NOTES ANONYMISÉES D’UNE PSYCHOLOGUE EN VUE D’UN EXAMEN PAR LES PAIRS SONT-ELLES LES RENSEIGNMENTS PERSONNELS DE LA CLIENTE ? UNE RÉPONSE DU COMMISSARIAT À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA**

DR. GLENN SHEPPARD

**LA LPRPDE**

En 2004, j’ai écrit un Aide-mémoire dans lequel je présentais aux membres la **Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques** (LPRPDE) et ses répercussions pour les conseillers et les psychothérapeutes. Cette Loi est en vigueur depuis le 1er janvier 2004. Elle […] *définit les règles applicables à la façon de recueillir, d’utiliser et de communiquer des renseignements personnels dans le cadre d’activités commerciales … (et) crée un équilibre entre le droit d’une personne à la vie privée et le besoin des entreprises de recueillir, d’utiliser ou de communiquer des renseignments personnels à des fins lucratives légitimes.*

Les types de renseignements personnels visés par la LPRPDE sont :

* *l’âge, le nom, les numéros d’identification, le revenu, l’origine ethnique ou le groupe sanguin;*
* *les opnions, les évaluations, les commentaires, le statut social ou les mesures disciplinaires;*
* *les dossiers d’employé, les dossiers de crédit, les dossiers de prêt, les dossiers médicaux, l’existence d’un litige entre un consommateur et un marchand, les intentions (p. ex. d’acquérir des biens ou services ou de changer d’emploi).*

Elle précise aussi :

« *Les personnes devraient par ailleurs avoir l’assurance que les renseignements qui les concernent seront protégés par les mesures de sécurité appropriées, telles que des classeurs verrouillés, des mots de passe ou des chiffrements des données. »*

Les dispositions de cette loi s’appliquent à tous les professionnels en pratique privée puisqu’elle vise toute activité commerciale au Canada. Toutefois, la loi ne s’applique pas aux professionnels qui travaillent dans le domaine public, notamment des établissements d’enseignement publics, des hôpitaux, les gouvernments locaux et ainsi de suite. Bien sûr, ils doivent se conformer aux règlements provinciaux pertinents et à leur code de
déontologie.

**PLAINTES AUPRÈS DU COMMISSARIAT À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA**

Quand une personne estime qu’il y a eu violation de la protection de sa vie privée ou qu’on lui a refusé, de manière injustifiée, l’accès à ses renseignements personnels en vertu de la LPRPDE, elle peut formuler une plainte auprès de la personne ou de l’organisation ayant commis la violation présumée ou lui ayant refusé l’accès. Si aucun résultat satisfaisant n’est obtenu, elle peut déposer une plainte auprès du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada. En réponse à toute plainte, le Commissariat adhérera aux lignes directrices suivantes:

*Dans la mesure du possible, le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada s’efforce de régler les différends grâce à la tenue d’enquêtes ou par la persuasion, la médiation ou la conciliation. Cette approche peut se révéler moins intimidante, pour la partie plaignante, et moins coûteuse, pour l’entreprise en cause, que les recours aux tribunaux.*

*Dans certaines situations, la plainte est renvoyée à un agent de règlement rapide lorsque celle-ci est susceptible d’être réglée rapidement. L’agent de règlement rapide travaille avec les deux parties pour régler la plainte. Dans certains cas, un différend qui aurait pris des mois à se régler par la procédure d’enquête officielle sur les plaintes peut être réglé en quelques jours seulement.*

*Si les parties ne peuvent parvenir à une entente, la plainte fait l’objet d’une enquête au terme de laquelle le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada publie un rapport de conclusions.*

**RÉSULTATS D’UNE PLAINTE D’UNE CLIENTE CONTRE SA PSYCHOLOGUE DÉPOSÉE AUPRÈS DU COMMISSARIAT**

Une cliente a demandé à sa psychologue de lui fournir une copie de son dossier psychologique personnel. Quand elle a reçu le dossier, elle a jugé le dossier incomplet puisqu’il manquait des renseignements provenant de la consultation de la psychologue auprès d’autres psychologues, au sujet de la cliente et de son travail avec elle. Apparemment, la psychologue avait rédigé quelques notes à partir de son travail professionnels, désignés comme ses pairs. Une demande à laquelle ces psychologues avaient acquiescé. Dans ce cas, les notes étaient identifiées commes des « notes destinées à un examen par les pairs ». La psychologue était d’avis que les notes ne contenaient pas suffisamment de renseignements pour permettre à quiconque qui recevrait l’information d’identifier la plaignante. Elle a déclaré avoir passé en revue les notes et en avoir retiré tout renseignements susceptible de permettre d’identifier la cliente. Elle considérait que les renseignements étaient anonymes ou, selon la terminologie employée dans cette affaire, « anonymisés ». Elle a donc refusé à la cliente d’y avoir accès et n’a pas voulu donner le nom des professionnels consultés. La cliente n’était pas d’accord et elle a déposé une plainte auprès du Commissariat à la protection de la vie privée en vertu de la LPRPDE pour résoudre ce conflit.

Dans son enquête sur la plainte de cette cliente, la commissaire adjointe devait d’abord déterminer si l’information demandée constituait des renseignements personnels concernant « un individu identifiable ». À son avis, dans ce cas, une interprétation large de la définition des renseignements personnels était justifiée. La question dans cette affaire était d’évaluer s’il y avait une forte possibilité qu’une personne puisse associer les renseignements à un individu identifiable, nommément la cliente. Dans le résumé de la décision concernant cette plainte en vertu de la LPRPDE, la conclusion a été que l’identification était possible. Elle s’appuyait sur les considérations suivantes :

*Les notes en vue d’un examen par les pairs visaient un individu identifiable parce qu’il était possible d’associer les données anonymisées à la plaignante. La conclusion a été tirée en fonction du fait que la psychologue et la plaignante connaissaient l’identité de la personne visée par les notes, lesquelles se rapportaient clairement au traitements de la plaignante et à sa relation avec la psychologue. Elles décrivaient en détail les conversations entre la personne et sa psychologue, et comprenaient des renseignement personnels la concernant qu’elle avait partagés avec sa psychologue, de même que les points de vue de celle-ci et de ses pairs au sujet de la personne et de son comportement. Par conséquent, comme il était possible d’associer les notes de la psychologue en vue d’un examen par les pairs à la plaignante, celles-ci constituaient des renseignements à son sujet et étaient ses renseignements personnels, conformément à la définition.*

Par consequent, il a été determiné que la cliente avait le droit d’accéder aux notes en vue d’un examen par les pairs. En résumé, la commissaire adjointe a rendu la décision suivante :

*Étant donné que les notes en question constituaient les renseignements personnels de la plaignante, cette dernière avait le droit d’y accéder. La commissaire adjointe a recommandé à la psychologue de donner l’accès à ses notes destinées à un examen par les pairs à la plaignante. Elle a déterminé que l’accès devait comprendre ce qui suit :*

* *les faits la concernant, qu’elle avait transmis à sa psychologue;*
* *l’interprétation de ces faits par sa psychologue;*
* *les points de vue et opinions de la psychologue et de ses pairs au sujet du comportement de la plaignante;*
* *les noms des pairs*

Relativement à la decision d’exiger la divulgation de l’identité des psychologues qui ont été consultés au sujet de la cliente, la position de la commissaire est énoncée comme suit :

*En ce qui a trait à l’intérêt personnel de la patiente par opposition à celui des psychologues, l’intérêt de la plaignante à l’égard de l’accès à ses renseignments personnels contenus dans les notes de la psychologue était de loin plus important que l’intérêt personnel des psychologues. L’intérêt des psychologues de s’abstenir de s’identifier et d’émettre leurs opinions au sujet de la plaignante semblait être peu important. Ils avaient été consultés en raison de leur capacité à titre de professionnels et ont donné des conseils professionnels comme ils ont l’habitude de faire. La formulation de tels conseils fait partie de leur responsabilité professionnelle, qu’ils doivent assumer en tant qu’obligation à l’égard de leurs patients et de leur organisme de réglementation professionnelle.*

Ayant conclu que la plainte était fondée, la commissaire à la protection de la vie privée a présenté un avis de demande en Cour fédérale en vertu de l’article 15 de la LPRPDE dans lequel elle demandait une déclaration de la Cour à l’effet que la psychologue se conforme aux conclusions susmentionnées.

La psychologue n’a pas contesté les conclusions en Cour et a décidé de s’y conformer. Cette affaire a été une décision importante en vertu de l’autorité de la LPRPDE et elle s’applique non seulement aux psychologues, mais aussi aux conseillers et aux psychothérapeutes en pratique privée. Pour plus d’informations, veuillez consulter le site Web du [Commissariat à la protection de la vie privée du Canada](https://www.priv.gc.ca).

 **SCULPTURES DE CAILLOUX : UN PROCESSUS EFFICACE POUR FAVORISER LA PRISE DE CONSCIENCE, L’INTROSPECTION ET LE CHANGEMENT**

BETH ROBINSON, PhD, RPsych, RCT, CCC

**ÉDUCATION INTERPROFESSIONNELLE ET SURVIVANTS D’ACTES DE VIOLENCE : FAIRE TOMBER LES BARRIÈRES PROFESSIONNELLES**

Tôt dans ma carrière, j’ai eu la chance de participer à un séminaire visant à stimuler la réflexion et à promouvoir la croissance intitulé **Interprofessional Education and Survivors of Violence: Working Across Professional Boundaries** (Éducation interprofessionnelle et survivants d’actes de violence : faire tomber les barrières professionnelles). Le séminaire se tenait au *Health Sciences Center* de la *Memorial University* à St. John’s, Terre-Neuve, et était animé par Philippa Sully, Ph. D., professeure invitée de la *City University* à Londres, au Royaume-Uni.

Le séminaire de Mme. Sully portait sur la collaboration interprofessionnelle et les participants étaient des professionnels en médecine et en santé mentale issus des domaines de l’éducation, de la formation et de la pratique. L’une des activités du séminaire invitait les participants à former des groups de huit personnes et à « sculpter » avec des galets diverses scènes représentant la collaboration interprofessionnelle. Une fois que les sculptures ont été terminées, chaque groupe présentait aux autres personnes présentes dans la salle une trame narrative pour accompagner la représentation visuelle de leurs équipes interdisciplinaires en action.

J’ai trouvé qu’il s’agissait d’un exercice puissant, tant sur le plan individual que collectif, qui invitait à la contemplation et suscitait une discussion enrichissante sur la pratique interprofessionnelle. En outre, j’en étais venue à associer la propriété de transférabilité à de nombreuses activités d’apprentissage fructueuses découvertes dans des ateliers et des congrès et j’avais constaté que ces activités se prêtent souvent volontiers à des adaptations. La sculpture de cailloux n’y faisait pas exception. En y apportant quelques modifications minimales, j’ai, depuis, intégré la sculpture de cailloux dans des ateliers et des cours des cycles supérieurs. Par exemple, je l’ai employée dans un atelier destiné à des aides-enseignants du système d’écoles publiques qui faisaient face à des problèmes liés à l’identité et au rôle professionnels. Je l’ai utilisée dans des classes de counseling de groupe, dans lequelles les étudiants de maîtrise devaient décrire divers stades du travail en groupe (p. ex. les étapes de constitution d’une équipe selon Tuckman : constitution, tension, normalisation, production et dissolution). Selon moi, il est possible d’incorporer la sculpture de cailloux dans des séances avec des clients et des superviseurs comme on le fait avec le jeu de sable.

**L’ACTIVITÉ DE SCULPTURE DE CAILLOUX**

Dans mon adaptation de l’activité collaborative de sculpture de cailloux, des groupes de six à huit participants se réunissent autour d’une table. Ils peuvent choisir de s’asseoir ou de rester debout pour travailler à la sculpture. Chaque groupe reçoit le même nombre de cailloux; je place parfois trente cailloux à chaque table ou je demande à chaque participant de choisir un nombre prédéterminé de cailloux (habituellement, quatre ou cinq par personne). La taille, la forme, la couleur et la texture des cailloux sont variables; chacune de ces caractéristiques peut être pertinente à la sculpture. Au moment de donner mes instructions verbales aux participants, je les informe que chaque groupe devra « présenter » sa sculpture à l’ensemble du groupe et décrire l’expérience de sa création. Les groupes devront peut-être aussi donner un titre à leur sculpture.

Le produit final et le processus sont des aspects importants de l’activité de sculpture de cailloux. Une fois les sculptures terminées, chaque groupe commence par présenter son produit et tous les membres du groupe sont encouragés à contribuer à la description et à l’explication de la sculpture. C’est par cette présentation collaborative de la sculpture créée que ressortent des détails sur les sens donné à la taille, à la forme, à la couleur et à la texture de chaque cailloux; les significations symboliques attribuées aux cailloux individuels, aux groupes de cailloux et à la totalité de la sculpture; les motifs ayant déterminé la sélection et l’agencement des différents cailloux ou groupes de cailloux; les thèmes qui on émergé; les suppositions qui ont été formulées; et les questions qui ont été soulevées.

**ANALYSE DE SCULPTURE DE CAILLOUX**

Une fois que chaque groupe a présenté sa sculpture, les members des groupes sont invités à s’exprimer tour à tour sur les descriptions du processus et de la dynamique de leur groupe. À ce stade, les animateurs doivent faire preuve de jugement pour déterminer l’étendue et la profondeur d’analyse appropriées à encourager au sein du groupe. Selon la disposition d’esprit de chaque personne (considérations intrapersonnelles) et de l’ensemble des members du groupe (considérations interpersonnelles), certaines questions pourraient être mieux adaptées à une réflexion écrite dans un journal intime ou à une communication confidentielle avec l’animateur. Par exemple, comment les membres du groupe se sont-ils entendus sur le procédé de création de la sculpture? Cette décision a-t-elle été communiquée de manière explicite ou implicite? Le groupe a-t-il fait face à des problèmes en ce qui concerne le processus ou le produit? Quelque chose aurait-il pu rendre la tâche plus facile? Plus satisfaisante? A-t-il été plus difficile de commencer ou de terminer la sculpture, et pourquoi? Les membres du groupe ont-ils endossé différents rôles dans l’exécution de la tâche? Si oui, quels étaient les rôles? Comment le leadership s’est-il manifesté au cours du processus créatif? Quelles ont été les observations sur les niveaux et les modèles de participation? Les membres du groupe ont-ils eu le sentiment que leurs idées étaient entendues, appréciées et intégrées? Les membres ont-ils eu des réticences à exprimer leurs désirs ou à défendre leurs idées? Si oui, pourquoi? Si on pouvait remplacer les cailloux par un autre matériau, que choisiraient les membres du groupe? Qu’ont appris les members du groupe sur eux-mêmes, sur les autres et sur le processus collectif?

**SCULPTURE DE CAILLOUX À TRAVERS DE DIVERS CHAMPS**

La sculpture de cailloux est une activité qui me plaît particulièrement en raison de sa facilité d’application qui permet d’explorer presque n’importe quel sujet lié au counseling. On peut faire l’activité aves des clients, des étudiants, des superviseurs, des collègues ou les participants d’ateliers. On peut modifier l’activité pour l’utiliser auprès d’individus, de couples, de familles, de classes ou d’entreprises. La sculpture de cailloux n’engage pas d’investissements financiers; on peut trouver les cailloux dans son allée de garage, sur le bord de la route, en randonnée ou sur la grève, etc. La sculpture de cailloux est une activité créative qui ne cause pas de gêne par rapport aux objectifs de rendement; elle ne suscite pas l’argument fréquent : « Je ne suis pas un artiste » ou « Je ne suis pas capable de dessiner ». Les animateurs déterminent l’ampleur, la profondeur et la méthode optimales pour l’analyse du processus effectuée durant la séance, en portant une attention à la dynamique intrapersonnelle et interpersonnelle et au temps de traitement disponible. On peut employer la sculpture de cailloux pour explorer de nouveaux enjeux ou suivre les progrès réalisés au sujet d’un enjeu en cours.

Je crois que la sculpture de cailloux est un processus puissant qui peut stimuler la conscience de soi et d’autrui, l’introspection et le changement chez un individu, un groupe, et au sein de systèmes. Elle peut servir de tremplin pour des conversations nécessaires et parfois difficiles et peut aider à dépasser un état « blocage » pour considérer de nouvelles possibilItés.

Si vous ne l’avez pas encore fait, je vous invite à considérer la possibilité d’ajouter la sculpture de cailloux à votre éventail d’outils de counseling. Je suis convaincue que vous trouverez l’expérience fascinante.